TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE
Publications
des Services économiques

La situation économique et financière de l'Autriche en avril 2015

L'économie autrichienne n'a enregistré qu'une modeste expansion de 0,1 % au premier trimestre 2015. Elle devrait croître de 0,5 à 0,8 % au total cette année selon le Wifo (Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung). La Commission européenne se montre un petit peu plus optimiste avec une fourchette de 0,7 à 0,9 % et un certain frémissement se ferait désormais sentir selon les économistes de Bank Austria qui relèvent une hausse de l'indice des directeurs d'achat en avril à 50,1 points, un niveau supérieur à 50 depuis la première fois depuis huit mois. Toutefois, l'Autriche souffre depuis deux ans d'un décalage de croissance par rapport à l'Allemagne (0,3 % contre 1,6 % en 2014). Cette situation serait due à un cumul de facteurs à la fois conjoncturels et structurels. Les premiers seraient en passe d'être corrigés : la demande interne, qui était atone, pourrait se redresser légèrement grâce au surplus de pouvoir d'achat espéré de la réforme fiscale et le niveau des investissements, bas dans l'ensemble de la zone euro, pourrait s'améliorer sous l'effet d'une accélération de la demande étrangère adressée à l'Autriche et d'un retournement des anticipations sur l'évolution de la situation en Europe centrale et orientale. L'investissement public resterait en revanche très modéré en raison de la contrainte budgétaire. Les handicaps structurels seraient plus difficilement surmontés : le pays peine à réformer son système de retraite dont la soutenabilité de long terme n'est pas assurée et souffre d'une perte relative de ses avantages comparatifs par rapport à la République tchèque et à la Slovaquie en sa qualité de sous-traitant de l'industrie automobile allemande. Force est de constater que le plan national de réformes, élaboré en avril dans le cadre du semestre européen, ne présente que des mesures relativement mineures.

Le gouvernement autrichien a présenté mardi 21 avril son cadre financier pluriannuel 2016-2019. Il s'agit d'un exercice national différent du plan de stabilité budgétaire prévu par la réglementation européenne. Le cadre financier, qui a pour objectif essentiel de fixer les enveloppes de dépenses des ministères pour les quatre prochaines années, prévoit d'atteindre l'équilibre structurel des finances publiques (déficit se situant à un maximum de 0,5 % du PIB) dès 2016 et de le maintenir au-delà. Le déficit nominal devrait diminuer sensiblement sur la période, passant de 2,2 % en 2015 à 0,5 % en 2019. Dans ces circonstances, l'endettement public, qui atteindra 86,7 % du PIB en 2015, devrait reculer à 79,7 % en fin de période. Les dépenses du budget fédéral, qui se montent actuellement à 74,7 Mrd EUR, dépasseront le seuil de 80 Mrd EUR en 2019, en raison notamment des augmentations des dépenses pour l'emploi et les retraites. Les recettes quant à elles progresseront de 71,5 Mrd EUR en 2015 à 79,3 Mrd EUR en 2019.

Pour obtenir des informations complémentaires, visitez notre site sous www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche